



LA PERSPECTIVE DE GENRE

DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT

Les notes d'

azimut360
engineering • sustainability • development

Seconde partie
2/3



LA PERSPECTIVE DE GENRE DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT

Accès à l'énergie, précarité énergétique et droits de l'homme :

Le secteur de l'énergie, comme toute autre extension du système, reproduit des rôles sociaux basés sur la structure socio-économique actuelle. Dans ce cas, il est principalement défini autour d'un cadre de capitalisme néolibéral, dirigé et conçu par et pour les hommes (blancs et riches).

Bien qu'elle ne soit pas définie comme un droit en soi, l'énergie est établie comme un moyen nécessaire pour accéder à d'autres droits de l'homme, définis comme tels dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU de 1948*. Par exemple, l'énergie est aujourd'hui considérée comme une ressource essentielle pour un logement décent, pour le maintien d'une bonne santé ou pour l'accès au système éducatif. L'accès à l'énergie n'affecte pas seulement au niveau individuel et micro, mais joue un rôle clé au niveau macro, étant le « carburant » essentiel pour le fonctionnement de l'ensemble de l'industrie et des moyens de production.

Le concept de *précarité énergétique* surgit conceptuellement face à des scénarios d'accès déficient à l'échelle individuelle, ou à la famille nucléaire, à l'énergie sous ses différentes formes. L'insécurité énergétique a de graves conséquences dans différents domaines de la vie, comme l'impossibilité de cuisiner à la maison, d'atteindre la température de confort ou d'accéder à l'électricité. Tous ces facteurs sont nécessaires pour pouvoir mener une vie digne¹.



¹ Le concept de « *vie digne* » fait référence à une vie dans laquelle une personne fait l'expérience d'un niveau fondamental de bien-être, de respect, d'égalité des chances et de respect de ses droits humains. Bien que la notion d'une vie digne puisse varier en fonction de la culture, des croyances et des circonstances de chacun, elle implique généralement certains éléments clés, tels que la fourniture des droits fondamentaux de l'homme, des besoins fondamentaux, de l'égalité et de la non-discrimination.

Il est important de noter que les causes de ces déficits énergétiques peuvent être très variables. Alors que dans le cas des pays du Nord, la principale cause de la précarité énergétique est l'accès à des revenus insuffisants pour payer cette énergie, dans le cas des pays du Sud, la situation est souvent plus complexe et précaire, par exemple parce qu'ils ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour fournir aux ménages l'énergie nécessaire.



En Espagne, 9,1 % des habitants n'atteignent pas les niveaux de confort thermique et on estime que 2,7 millions de ménages n'atteignent pas les revenus nécessaires pour couvrir leurs besoins énergétiques (Universidad Pontificia de Comillas, 2021). Comme pour la plupart des facteurs de pauvreté,

la précarité énergétique touche plus durement les femmes que les hommes. En Espagne, selon une étude de la Croix-Rouge, 68 % des personnes touchées par la précarité énergétique sont des femmes, généralement dans des familles avec enfants de moins de 16 ans (48,9 %) (Croix-Rouge, 2018).

Il est également essentiel de prendre en compte le degré d'urbanisation des différentes zones, sachant que l'accès à l'énergie est réduit dans les zones rurales, plus isolées des centres de production et de distribution, où 80% de la population mondiale vit sans accès à l'énergie (Agence Française de Développement, 2020).



Dans ce contexte mondial de précarité et d'exclusion pour divers groupes de population, le secteur de l'énergie joue donc un rôle crucial dans la génération de nouvelles opportunités et solutions qui inversent les effets néfastes de l'oppression économique et de genre, ainsi que d'autres intersectionnalités. La transition énergétique vers un système énergétique plus propre et plus moderne, mais surtout plus juste, plus communautaire et solidaire, est l'un des plus grands défis de notre temps. La promotion

d'un nouveau système énergétique et du secteur de la production et de la distribution qui le soutient, offre des possibilités infinies pour la création de nouveaux modèles plus équitables et égalitaires. Dans chacun d'entre eux, la perspective de genre, précédemment définie comme l'une des plus grandes sources d'inégalités dans le monde, doit être la priorité absolue lorsqu'il s'agit d'être intégrée dans de nouveaux projets dans le secteur de l'énergie. Ce besoin est particulièrement pressant dans le cas des pays du Sud, où les situations et les réalités vécues par les femmes sont fortement encadrées par des structures patriarcales, où leur voix est systématiquement omise par les hommes qui occupent des postes et des rôles de pouvoir dans les communautés, ainsi que dans les institutions et les subjectivités construites autour des valeurs patriarcales.

C'est aussi dans ce contexte que la coopération au développement doit générer de nouvelles pistes d'action, toujours conçues autour de l'intégration de l'approche genre comme axe essentiel dans son cadre d'action dans ces domaines. Cependant, il est également essentiel que ces pratiques ne soient pas reléguées à des niches de coopération internationale, mais qu'elles soient reproduites de manière cohérente dans tous les domaines du secteur de l'énergie, tant dans le secteur privé que public, tant dans les secteurs de l'économie solidaire que dans les entreprises purement lucratives ; à l'échelle régionale, nationale et internationale.

Inégalités entre les femmes et les hommes et accès à l'énergie :



Les principaux problèmes d'accès à l'énergie sont évidents dans les ménages, en particulier dans les pays du Sud, où cet accès est loin d'être garanti. Pour analyser les problèmes, il faut comprendre que les ménages ne sont pas des structures socio-économiques homogènes (d'un point de vue commercial, on parle aussi d'« usager » en tant qu'unité, loin d'être un concept

homogène). Au sein de chaque ménage vivent des personnes ayant des besoins différents, qui doivent être pris en compte lors de la génération de projets de développement. Une première étape dans cette déconstruction du foyer en tant qu'unité

sensible au genre doit commencer par définir les différences domestiques entre les hommes et les femmes, qui ont des besoins et des exigences différents. D'autant plus que c'est dans la cellule familiale que les inégalités et les oppressions fondées sur le genre se reproduisent le plus profondément.



Dans la plupart des ménages, les femmes sont en charge de la production d'énergie, ce qui demande du temps, de l'argent et des efforts physiques, ce qui se traduit souvent par une dégradation de leur état de santé, un manque de temps pour leurs intérêts ou leurs

besoins, etc. Leurs revendications ne sont pas considérées comme prioritaires par le chef de famille, en raison de la répartition asymétrique des tâches ménagères et de leur position de pouvoir vis-à-vis des femmes.

En ce qui concerne l'accès aux sources d'énergie (par exemple, le bois de feu), l'accès aux sources d'énergie est également inégal en termes de différences entre les sexes. Dans de nombreux cas, les femmes sont obligées de chercher des alternatives pour l'obtenir en raison de la complexité ou du danger qu'implique son obtention. La recherche dans les zones rurales implique généralement des heures de travail pénibles, très exigeantes physiquement ou mettant en danger leur intégrité, devant se déplacer dans des zones isolées et éloignées ou en concurrence pour les ressources avec d'autres personnes. En milieu urbain, les inégalités sont davantage liées au coût du carburant et à l'argent que les femmes y investissent, ce qui les empêche de l'investir dans d'autres activités non domestiques (loisirs, recherche d'emploi, formation, etc.).

L'OMS a déterminé que 4,3 millions de personnes meurent prématurément en raison de l'utilisation de combustibles solides à la maison et de la pollution de l'air qu'ils causent (OMS, 2014). Cela touche particulièrement les femmes et les enfants, qui sont généralement chargés de ces tâches à la maison. Dans ce contexte, l'utilisation des énergies renouvelables a des effets sur la santé, l'économie et l'environnement

(réduction des émissions de gaz à effet de serre ou réduction de la déforestation, entre autres).

L'une des clés fournies par le secteur de l'énergie réside dans le développement de nouvelles technologies et de nouveaux carburants qui améliorent la situation de ces femmes, leur permettant d'utiliser cet argent et ce temps dans d'autres activités non domestiques. Selon la nature de ces technologies et la manière dont elles



sont appliquées, leur effet génère un résultat plus ou moins positif pour les femmes. C'est là que l'approche genre et son analyse de la situation jouent un rôle essentiel afin de générer le résultat le plus juste au niveau social. D'une manière générale, l'étude des ménages est complexe, car il s'agit de systèmes opaques sur lesquels aucune analyse ne peut être effectuée, dissimulant les inégalités entre les sexes fondées sur les usages et les paiements de l'énergie au sein du cœur des sociétés, en particulier rurales. C'est dans la cellule domestique qu'il y a un manque massif de données, essentielles pour pousser et faire progresser l'intégration des sexes dans le secteur de l'énergie.

D'autres facteurs qui reproduisent l'oppression des femmes au niveau local pourraient être, par exemple, la difficulté d'accès au crédit et aux modes de financement (tant individuel que collectif), l'accès à la formation et à l'éducation, ou leur relégation à la sphère domestique (les excluant de l'accès à l'information, à la prise de décision et à la participation à tout organisme social). C'est-à-dire effacer leur disposition en tant que sujets politiques et sociaux.



Il est essentiel de souligner que, dans les rares cas où les femmes accèdent à diverses formes de financement, ces ressources sont généralement contrôlées par le chef de famille, qui les administre à sa discrétion. Le fait que les femmes disposent de leurs propres ressources financières est perçu comme une menace ou une insulte par certains hommes, qui

ont souvent recours à la violence comme moyen de contrôle. Dans ce contexte, le véritable objectif de la violence basée sur le genre est d'assurer la dépendance des femmes à l'égard de la sphère domestique, de consolider leur rôle au foyer et d'éliminer toute possibilité d'émancipation. La gestion du pouvoir d'achat des femmes dans la sphère domestique illustre clairement comment l'oppression de genre opère dans tous les aspects et dimensions socio-économiques de la vie des femmes : d'une part, leur accès aux ressources ou aux outils de base est entravé et, dans les rares occasions où elles parviennent à y accéder, de nouvelles formes de violence et de soumission sont reproduites. qui empêchent toute expression d'autonomisation des femmes.

L'imposition du silence social est également récurrente dans les milieux fortement masculinisés, où les femmes ne peuvent pas exprimer leurs idées ou défendre leurs intérêts. Les institutions communautaires et politiques, soutenues par les institutions judiciaires et les organes de l'État, génèrent également un système de contrôle sur les femmes, assurant et renforçant leur situation de domination.

Intégration des politiques de genre dans les projets de coopération :



Comme indiqué ci-dessus, l'utilisation de l'égalité des sexes comme approche de l'analyse et de la mise en œuvre des projets doit être une priorité pour les projets de coopération au développement dans le monde entier. En ce sens, leur intégration doit être développée tout au long du cycle du projet, depuis les phases de conception (essentielles), jusqu'aux phases de mise en œuvre

et de suivi continu (où l'on verra réellement s'ils ont le résultat escompté). De plus, elle doit être appliquée à tous les niveaux et englobant tous les acteurs participants. Il s'agit à la fois de l'entité qui présente le projet et du partenaire local présent dans le pays d'application. Ainsi que tous les autres acteurs, plus ou moins présents dans le développement du projet.

La première partie englobée dans la conception doit nécessairement être une phase de collecte d'informations contextuelles et d'analyse, afin que nous puissions comprendre la situation de genre dans laquelle le projet évolue. L'analyse comparative entre les sexes doit être à plusieurs niveaux, en tenant compte à la fois de l'échelle nationale et



des structures sociopolitiques à plus grande échelle. De cette façon, le projet peut être façonné pour s'adapter aux conditions socio-économiques spécifiques de ce cadre d'action. Voici quelques questions que nous devons nous poser : Comment l'énergie utilisée dans la maison est-elle obtenue ?, qui l'obtient et comment ?, qui la paie ?, qu'est-ce qui est nécessaire pour l'obtenir ?, est-ce que cela met en danger la sécurité des personnes ?, Quel pourcentage de femmes sont employées dans des projets énergétiques ?, Dans quels postes le font-elles ?, Quels obstacles rencontrent-elles pour atteindre ces postes, les maintenir et progresser ?, etc. Ces études devraient inclure une analyse du contexte institutionnel, civil, des organismes privés, etc. ainsi que la

différenciation spécifique des données en fonction du sexe, permettant ainsi l'identification de problèmes spécifiques au sexe.

Liée à cette phase viendrait l'analyse des risques et des opportunités, en se concentrant dans ce cas spécifiquement sur les effets qu'elle aura sur les hommes et les femmes, en fonction de leurs réalités sociales et de leurs besoins. Par conséquent, la conception du processus doit se concentrer sur des mesures qui réduisent les risques et les éventuels impacts négatifs, en particulier sur les femmes, et améliorent les opportunités qui améliorent les conditions de la population en général, en favorisant un nouveau scénario plus égalitaire entre les hommes et les femmes.

La phase de conception doit prendre en compte différents facteurs liés aux questions de genre précédemment décrites : usages de l'énergie, opportunités d'emploi, représentativité et prise de décision, effets sur la santé, présence dans les institutions, perspectives de financement, etc. Dans le processus de conceptualisation, il est important de définir l'importance ou la centralité de la question du genre pour le développement du processus. S'il s'agit d'un objectif actuel mais négligeable, il ne peut pas être considéré comme un projet dans une perspective de genre. Il est donc intéressant non seulement que l'égalité des sexes soit un objectif important, mais qu'elle en soit l'un des objectifs principaux et centraux, c'est-à-dire que sans cet objectif, la réalisation du projet n'a aucun sens.

Au cours de la conception, une évaluation globale des risques sociaux possibles auxquels le projet est confronté ou présents dans la société dans laquelle il est mis en œuvre est également développée. Les risques sociaux sont considérés comme importants lorsqu'ils englobent la violation des droits internationaux, qui mettent en danger la vie digne des personnes. Divers facteurs externes posent de graves risques sociaux qui affectent les réalités quotidiennes des populations locales, tels que l'existence de conflits armés ou d'événements et de pressions liés à la crise climatique.

Une fois que le projet a été conçu, en tenant compte de toutes les variables et des effets possibles du point de vue de l'égalité des sexes, il est lancé et mis en œuvre. À ce stade, l'objectif est de tout maintenir dans la conception afin que les « acteurs pratiques » ne modifient pas les objectifs poursuivis par le projet en termes



de genre. Cela ne signifie pas que le projet est un bloc inamovible, mais qu'il ne peut être modifié que lorsqu'il est nécessaire de l'adapter aux réalités sociales des femmes qui n'avaient pas été prévues, et qui peuvent produire un effet positif sur leur vie. Dans le cas contraire, les institutions et les acteurs présents, généralement construits sur des idéaux patriarcaux, pourraient tenter de modifier la mise en œuvre des propositions d'égalité, en biaisant leurs effets au détriment des femmes concernées.

Une étape importante dans les projets de ce type est généralement considérée entre la conception et la mise en œuvre et consiste en des processus de formation ou de sensibilisation sur les questions de genre. Il est intéressant de noter que l'entité principale dispose d'au moins un expert en matière de genre, capable de sensibiliser et de former d'autres parties du projet, comme ce serait le cas du partenaire local (il faut tenir compte du fait que ces acteurs peuvent montrer des réticences ou des résistances à l'inclusion de la proposition de genre dans le cadre d'action du projet). De cette manière, sa mise en œuvre est assurée dans tous les maillons de la chaîne d'élimination du projet. Le financement doit également tenir compte de toutes les activités nécessaires spécifiquement axées sur l'approximation des sexes, ainsi que de toutes celles qui sont intégrées dans d'autres.

Au moment de la mise en œuvre, plusieurs scénarios peuvent se présenter : d'une part, l'intégration de la perspective de genre dans le projet dans les phases précédentes a échoué ; ou qu'il a été correctement mis en œuvre dans la phase de conception, de sensibilisation et de formation.



Il est également essentiel de développer un suivi continu des pratiques mises en œuvre et de leur impact immédiat. Dans de nombreuses occasions, des processus qui ont été conçus avec des objectifs en tête, lorsqu'ils sont mis en pratique, peuvent avoir des effets inattendus, par exemple, en raison d'un manque d'information, de sensibilisation, d'échecs dans la conception et la compréhension, etc. L'élaboration fréquente de rapports et de notes d'information facilite la communication et la mise à jour entre les différentes parties concernées. Un mécanisme de suivi constant permet d'adapter le projet aux réalités des femmes, et non l'inverse. Il est également important qu'à ce stade, les femmes, et en particulier les femmes locales concernées, soient écoutées afin d'analyser comment le processus les affecte. Leur présence dans des positions de pouvoir leur permettrait de prendre les décisions pertinentes en fonction de leur situation et de leur compréhension. Les processus identifiés qui aggravent la situation d'inégalité des femmes doivent être arrêtés et réorientés immédiatement afin de ne pas causer de dommages plus profonds à l'écart entre les sexes.

Le suivi, la production et l'analyse des données sur les projets développés sont essentiels, principalement en raison de la lacune analytique qui existe actuellement en ce qui concerne les projets sensibles au genre mis en œuvre dans le passé. Les expériences passées permettent d'évaluer le potentiel de nouveaux projets, d'aider à leur conception, de prendre de nouvelles décisions qui génèrent des impacts plus positifs pour les femmes, etc. En ce sens, l'interconnexion entre les acteurs du secteur, le transfert de connaissances et la capitalisation des projets sont des points essentiels lorsqu'il s'agit de continuer à miser sur des projets de ce style, de plus en plus égalitaires et équitables.

Il existe quatre types d'indicateurs pour évaluer les projets sexospécifiques utilisés : les moyens (notamment financiers), les réalisations (principalement liées à la formation et à la représentation des femmes dans le secteur), les résultats (principalement les gains d'accès à l'énergie, la sensibilisation et la participation des femmes dans les processus) et ceux qui mesurent les impacts sur les femmes concernées. les avantages obtenus, etc., (tels que la réduction des coûts de l'énergie, l'intégration de la perspective de genre

dans les parties concernées et les bénéficiaires, ainsi que dans les politiques sectorielles.

L'objectif initial de l'évaluation développée est d'analyser si l'évaluation du genre a été suffisamment stricte et précise. Si les actions et stratégies suivies ont été innovantes en termes de genre et si elles ont finalement réussi à réduire les inégalités de genre dans le cadre de l'action et des objectifs spécifiques poursuivis.

L'évaluation doit également définir comment le projet a fonctionné selon 5 axes : la pertinence du projet, son efficacité, son efficience, les impacts qu'il a générés (positifs et négatifs) et sa durabilité (quelle est la durabilité du projet).

Une fois que toutes les phases ont été développées, la dernière étape serait l'extraction des connaissances et l'apprentissage de tous les processus développés. Il y a aussi la capitalisation du projet, où toutes ces connaissances sont extraites, potentiellement reproductibles dans de futures interventions.

Que peut-on et que doit-on faire pour améliorer la situation de la coopération internationale en matière d'égalité des sexes ?

- **Données.** La première étape essentielle pour une mise en œuvre efficace des approches de genre dans le secteur est la collecte et l'analyse des données. Comme c'est le cas dans d'autres domaines récents de la recherche de l'égalité sociale, l'un des principaux problèmes est l'absence de données spécifiques permettant l'évaluation, la comparaison et la réplique des projets. Dans ce contexte, la production d'études qui produisent des données ségréguées selon le sexe est essentielle pour matérialiser la situation de discrimination à laquelle sont confrontées des millions de femmes dans le monde. Des données spécifiques au sexe sont nécessaires pour évaluer et démontrer les asymétries entre les sexes qui se produisent continuellement dans tous les domaines de la vie des femmes : domestique, communautaire et productif. Dans ce cas, spécifiquement appliqué au secteur des énergies renouvelables, tant dans la réception de ses produits et services, que dans leur production.

- **Représentation.** À toutes les phases des projets, la représentation des femmes



doit être soutenue et renforcée. La perspective de l'approche des femmes est sensible aux oppressions de genre, ce qui facilite l'intégration de mesures d'action spécifiques au sexe afin d'assurer des résultats positifs pour les femmes.

L'application de la perspective de genre dans les projets de coopération est plus facile lorsque les femmes sont présentes aux postes de décision. Il est particulièrement intéressant de noter la présence des femmes locales concernées lors de la conception et de la mise en œuvre des projets, afin que leurs récits et leurs opinions puissent façonner les actions mises en œuvre, en étant en mesure d'atteindre leurs objectifs spécifiques en fonction de leur disposition en tant que femmes.

- **Protection des droits.** La protection des droits fondamentaux des travailleurs et de la population bénéficiaire doit toujours être la priorité absolue de tout projet de coopération. Par conséquent, lors de la mise en œuvre de projets, cette maxime doit toujours être mise en avant. C'est important parce qu'à de nombreuses occasions, lorsqu'un projet avec certains objectifs spécifiques est lancé, l'accent mis sur l'accès à un droit particulier entraîne une perte de vision des autres droits possibles qui sont affectés, ou violés, indirectement par ce projet. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il n'y a pas d'étude exhaustive préalable de la population bénéficiaire et de ses réalités sociales. S'il n'y a pas d'analyse comparative entre les sexes, il est très probable que, dans certaines de ses phases, le projet mis en œuvre finira par produire des effets négatifs sur les femmes locales.

- **Sensibilisation et formation.** Non seulement au niveau associatif et interne, mais aussi dans le but de sensibiliser la société dans son ensemble, et en particulier dans le noyau familial, où se reproduit de la manière la plus évidente l'oppression matérielle du corps physique des femmes et leur



réduction au silence en tant que sujets sociaux et politiques. Cette prise de conscience de l'opinion publique doit tendre vers une demande constante de mise à jour de la législation et des institutions, qui doivent être progressivement structurées autour de politiques de genre, en laissant derrière elles un système patriarcal profondément injuste et inégalitaire. De même, les hommes et les femmes qui participent à la mise en œuvre des projets de coopération devraient recevoir une formation à la mise en œuvre des mesures dans une perspective de genre. Ces formations doivent être adaptées à tous les niveaux et phases d'action des projets, tant dans l'entité gestionnaire principale que chez les partenaires, fonctionnaires ou intermédiaires locaux.

- **Transition énergétique.** Les femmes souffrent de manière disproportionnée des effets du changement climatique et des catastrophes naturelles. L'évolution vers un système énergétique plus propre et plus durable est essentielle, tant dans la sphère domestique (affectant directement leur santé physique et



leur bien-être), que dans le domaine professionnel du secteur. C'est particulièrement intéressant dans le cas des zones urbaines isolées, où les systèmes énergétiques décentralisés sont une réponse potentielle pour la population de ces zones. Cette transition énergétique présente également un

bénéfice environnemental évident, avec l'effet global que le changement climatique a sur l'ensemble de l'humanité.

- **Intégration entre les différents axes d'oppression** (ethnicité, sexualité, religion, classe socio-économique, etc.) et les différents secteurs productifs et sociaux (par exemple, l'éducation ou la santé). La lutte commune pour la fin de l'oppression doit se dérouler collectivement, sans laisser de côté les groupes minoritaires et avec l'objectif clair de surmonter un système qui nous opprime et nous confronte systématiquement au profit de quelques privilégiés.

Références :

- Agence Française de Développement, AFD. (2015). Boîte à outils genre. Énergie (AFD). Disponible en : <https://www.afd.fr/fr>
- Croix-Rouge (2018). Parlons de la précarité énergétique. Disponible en : <https://www2.cruzroja.es/web/ahora/-/pobreza-energetica>
- IRENA (2019). Énergie renouvelable : une perspective de genre. IRENA, Abou Dabi. Disponible en : <https://www.irena.org/publications/2022/Sep/Solar-PV-Gender-Perspective>
- IRENA (2022). Solaire photovoltaïque. Une perspective de genre (IRENA). Agence internationale pour les énergies renouvelables, Abu Dhabi. Disponible en : <https://www.irena.org/publications/2022/Sep/Solar-PV-Gender-Perspective>
- Universidad Pontificia de Comillas (2021). Chaire de l'énergie et de la pauvreté. Rapport sur les indicateurs de précarité énergétique en Espagne 2021. Disponible en : https://repositorio.comillas.edu/xmlui/bitstream/handle/11531/75498/Informe_Indicadores_2021_EyP_v4_completo.pdf?sequence=-1
- OMS (2014). Pollution de l'air : pollution de l'air intérieur. Organisation mondiale de la santé. Disponible en : <https://www.who.int/news-room/questions-and-answers/item/air-pollution-indoor-air-pollution>